

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 72 - VENDREDI 4 juin 2010

LE MERLE MOQUEUR

Les Israéliens, au point où ils en sont, ils tireraient même sur l'Exodus. A cause du tréma, sans doute. Tous à la manifestation samedi, pour une démonstration de force, afin de montrer que nous, Français, nous nous mobilisons encore plus pour les droits de l'homme que pour nos retraites. Et cette fois, il fera beau.

AGENDA MILITANT

- **5-6 juin**
Paris [Assemblée générale de la FASE](#)
- **5 juin**
Paris [Accueillir les marcheurs du Paris-Nice](#)
- **5 juin**
Paris [Manifester avec les Français de la Flotille de Gaza](#)
- **7 juin**
Marseille [Unitaires pour les retraites](#)
- **8 juin**
Paris [Débat avec des auteurs autour de Précarité, syndicats, résistances](#)
- **9 juin**
Rennes [Conférence Retraites avec P. Khalfa et Chr. Marti](#)
- **12 juin**
Paris [L'enjeu des retraites - débat avec Bernard Friot](#)
- **12 juin**
Bretagne [FASE : Journée de formation «Retraites» avec B. Friot culture?](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

- **Monde**
[Alain Gresh - L'impunité jusqu'à quand ?](#)
- **Communisme**
 - [G. Perreau-Bézouille, G. Alfonsi - Déplacer le centre de gravité ou Initiatives et partenariats multiples ?](#)
 - [P. Zarka - Communisme, commun et confrontation](#)
 - [L. Lévy - Communisme, une posture politique](#)
- **A lire**
[Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives ?](#)

LE CRIME DE TROP ?

Le dernier numéro de *Cerises* vendredi 28 mai, s'ouvrait sur un éditorial consacré à l'admission de l'État israélien à l'OCDE, et en dénonçait la signification et la portée. On ne pouvait alors savoir que deux jours plus tard, l'actualité commanderait de tourner à nouveau nos regards vers cette région du monde. C'est dans la nuit de dimanche à lundi que les sicaires de l'armée israélienne ont choisi de donner l'assaut à une pacifique flottille humanitaire qui apportait à Gaza matériaux de constructions et produits médicaux.

Le message était clair : Gaza est sous blocus et le restera quoi qu'il en coûte. Cette petite région, l'une des plus densément peuplées du monde est devenue pour les Palestiniens qui l'habitent, une prison à ciel ouvert. Il existe en bon français un mot pour désigner une telle prison à ciel ouvert, surpeuplée comme celle-ci : Gaza est un camp de concentration.

C'est dans les eaux internationales qu'a eu lieu le meurtrier assaut – dont on ignore encore le nombre des victimes, sans doute voisin de vingt. Le gouvernement turc avait pris toute disposition pour vérifier que ce n'étaient pas des armes qui étaient convoyées, et que les militants à bord étaient eux-mêmes sans armes. Il était assurément possible d'arrêter la flottille sans tirer un coup de feu. Mais il fallait donner un signal dépourvu d'ambiguïté : le monde doit savoir que les gardiens de la prison entendent en garder la porte bien fermée.

Le blocus de Gaza est criminel : il condamne une population de près d'1,5 million d'habitants à une précarité dramatique, au dénuement, au manque de soins, à la faim. La guerre déclenchée en 2008 contre Gaza était criminelle, et les moyens employés, destinés à frapper indistinctement les populations civiles (comme les bombes au phosphore) étaient criminels. Les crimes de guerre s'ajoutent aux crimes de guerre. Le dernier en date est peut-être bien le crime de trop. L'émotion suscitée dans le monde entier dépasse les précédentes : une étape dans l'escalade a été indiscutablement franchie. On pourrait regretter que la vingtaine de victimes de ce raid soulève plus d'indignation que les centaines de victimes de la guerre : c'est que, cette fois, l'armée israélienne ne s'est pas contentée de tuer des Palestiniens. Les officiels israéliens ont comme mécaniquement ressorti leur habituelle justification : les forces d'intervention auraient été agressées et se seraient vues contraintes à la riposte. On imagine bien la scène : de pacifiques militants humanitaires, sur leurs petites embarcations, auraient attiré dans un piège des hélicoptères israéliens remplis de militaires armés jusque aux dents pour leur réserver, à coups de canifs, un mauvais sort ; et la pauvre soldatesque désemparée n'aurait pas eu d'autre choix que de riposter à cette lâche initiative – même si Nicolas Sarkozy lui-même, peu suspect de compulsion anti-israélienne, concède que cette riposte était quelque peu disproportionnée... Mais le fond de l'affaire, bien sûr, est la question du blocus. Ils étaient des centaines à tenter pacifiquement de le forcer. Que fera l'armée israélienne quand nous serons des milliers ?

Et si les meurtres du dernier week-end marquaient une relance du mouvement de solidarité ? Plus que jamais, l'heure est aux sanctions. Les Palestiniens nous demandent de les aider par une campagne de boycott, de désinvestissements, et de sanctions : La campagne « BDS ». Que celles et ceux qui n'en peuvent plus de l'impunité dont jouit l'État israélien s'y mettent. Que cette campagne se développe : c'est le meilleur hommage que l'on puisse rendre aux victimes de ce crime de trop.

● LAURENT LÉVY

Badiou contre Finkielkraut ou le crépuscule d'un réactionnaire

Paru ces jours-ci, *L'explication* (Editions Lignes) montre que derrière la vacuité des thèses ultra-médiatisées des réactionnaires se cachent des contradictions insurmontables, que les partisans de l'émancipation ont tout à gagner à mettre à jour pour aiguïser leurs propres propositions.

Peut-on à la fois critiquer sévèrement certains effets du capitalisme et en être par principe farouche défenseur sans voir sa crédibilité sérieusement ébranlée ? La question vient spontanément lorsque l'on referme ce livre-duel entre Alain Badiou et Alain Finkielkraut, tant le second se retrouve à de nombreuses reprises poussé dans ses retranchements et sur la défensive face au philosophe communiste.

Francophobie militante ?

Dès le début du livre, dont la première partie est consacrée au débat lancé par le gouvernement concernant l'identité nationale, on se demande si les deux hommes parlent de la même société. Pour Alain Finkielkraut, « la France est aujourd'hui le théâtre d'une double crise : de l'héritage et du consentement. L'exécution de la France est à l'ordre du jour dans une fraction non négligeable des nouvelles populations françaises. Il faut vivre à l'abri du réel pour considérer que cette francophobie militante est une réponse au racisme d'Etat ou à la stigmatisation de l'étranger. (...) C'est parce que la civilisation française est peut-être en train de disparaître que cette question de l'identité nationale intéresse tant de monde alors que personne n'est dupe de la manœuvre électorale ». Pour lui, « L'inculture pour tous est une conquête démocratique sur laquelle il sera difficile de revenir ». Au fil des pages, il ne cessera d'exprimer, en définitive, une certaine haine de la démocratie, lorsque celle-ci n'est pas élitiste. Badiou impose d'emblée la question so-

ciale : « Il y a dans notre pays des millions de gens qui sont ici parfois depuis des décennies, qui ont construit nos routes, nos ponts, nos maisons, qui vivent dans des conditions déplorables (...), que les gouvernements successifs, depuis trente ans, accablent de lois persécutrices (...). Or on sait d'avance que ce sont ces gens qu'on va désigner comme n'étant pas vraiment français ». Il conteste l'existence d'un (seul) héritage français : « Il y a une division constitutive de cet héritage entre ce qui est recevable du point de vue d'un universalisme minimal, et ce qui doit être rejeté précisément parce que ça renvoie, en France, à l'extrême férocité des classes possédantes ».

**Alain Finkielkraut :
« L'exécution de la
France est à l'ordre du
jour dans une fraction
non négligeable des
nouvelles populations
françaises ».**

L'auteur du pamphlet philosophique *De quoi Sarkozy est-il le nom ?* considère qu'une « discussion organisée par le gouvernement sur 'l'identité française' ne peut être que la recherche de critères administratifs sur 'qui est un bon Français, qui ne l'est pas' ». Or, « une définition identitaire de la population se heurte

à ceci que toute la population, dans le monde contemporain, étant composite, hétérogène et multiforme, la seule réalité de cette identification va être négative. On ne parviendra nullement à identifier ce qu'est la 'civilisation française', entité dont j'ignore ce qu'elle signifie, on va juste clairement désigner ceux qui n'en sont pas ».

Alain Finkielkraut tire de cela qu'« aux yeux de l'antiracisme et de l'antifascisme dominants, c'est l'identité elle-même qui, quelle qu'en soit la définition, est 'nauséabonde' ou 'répugnante' », mais Alain Badiou ne lâche pas l'affaire : « Pris isolément, 'héritage' ou 'fidélité' ne veulent rien dire. Il s'agit de dire : héritage de qui ? Fidélité à quoi ? (...) Je ne connais pas d'exemple où l'inclusion dans la conception de l'Etat d'une figure identitaire puisse être considérée comme progressiste, en aucun sens ».

La domination ? Quelles dominations ?

Il passe ensuite à l'attaque : « Vous êtes pris entre, d'un côté, le consentement à la marchandisation universelle, la dilution de tout dans le village planétaire, et, de l'autre, une théorie de l'identité qui serait le seul et unique appui contre ça ». Alain Finkielkraut propose un peu de guimauve et d'amour pour le contredire : « Ce qui me gêne, dans l'idée qu'Alain Badiou se fait de la politique, c'est qu'il n'y a aucune place pour de la gratitude, la fidélité, et pour ce qu'Hannah Arendt appelle l'amour du monde ». Il est « ●●●

●●● *frappé par la pauvreté critique de la critique de la domination* » et met en cause le « schéma qui divise le monde en dominants et en dominés »... mais pas les dominations ! Sans doute faut-il se rendre à l'évidence : les dominations n'existent pas puisqu'il n'y a pas de dominants, ni de dominés, sauf dans les cerveaux des intellectuels et des partisans de l'émancipation.

Alain Badiou : « Ils ne haïssent pas la France. (...) Ils haïssent uniquement dans la France ce qu'ils perçoivent comme des protocoles de stigmatisation ».

Alain Finkielkraut fait partie de ces intellectuels considérablement émus que la Marseillaise puisse être sifflée, ou que des jeunes puissent espérer la victoire au football d'une équipe issue du pays d'origine de leurs parents. Badiou ramène le concret : « *Quand vous voyez des jeunes hurler en faveur de l'Algérie, ce sont à votre avis des barbares anti-Français. A mon avis, ils ne le sont pas plus que ne l'étaient les supporters du club de rugby de Tyrosse dans les Landes quand il y a cinquante ans, ils hurlaient contre les supporters du Racing de Paris* ». Il propose de distinguer ce qui est fondamental et ce qui est secondaire : « *La prolétarisation générale du monde s'est étendue au-delà de notre continent, c'est le seul phénomène nouveau. (...) alors que le monde est aujourd'hui partout aux mains d'oligarchies financières et médiatiques extrêmement étroites qui imposent un modèle rigide de développement, qui font cela au prix de crises et de guerres incessantes, considérer que, dans ce monde là, le problème c'est de savoir si les filles doivent ou non se mettre un foulard sur la tête, me paraît proprement extravagant. (...) C'est le début d'une stigmatisation rampante visant une minorité déterminée* ».

Alain Finkielkraut ne craint pas d'être à côté de la réalité, ou de poser une contre-vérité : « *Je rappelle quand même*

que l'école n'exclut personne, elle exclut le foulard, ce qui est tout à fait différent ». Mais ne pouvant assumer jusqu'au bout sa logique xénophobe, il fait semblant de désarmer : « *il ne s'agit pas de répondre par la stigmatisation, mais de dire qu'il y a, en France, des règles, des valeurs et des traditions qui ne sont pas négociables. (...) Les jeunes de banlieues ne sont pas mes ennemis. Ils ne l'ont jamais été, Alain Badiou, je vous le jure* ». N'est-il pas un peu ridicule de ramener ainsi une réflexion sur l'identité à ce plaidoyer pro domo ?

Qui exclut ? Qui est exclu ?

Le problème de la méconnaissance - ou de l'hypocrisie, ou probablement des deux à la fois - saute à nouveau aux yeux quand on lit que « *Les phénomènes de substitution démographiques [mais d'où sort-il une telle expression ?] ne sont pas dus, malgré ce que certains voudraient nous faire croire, à la stigmatisation de l'étranger. Si à Bobigny vous avez besoin de prendre votre voiture pour trouver une boucherie qui ne soit pas halal, vous démenagez* ». Il faut bien mesurer la thèse que ce discours sous-entend : il existerait une sorte de colonisation agressive de certains territoires par les Arabes ; les banlieues ne seraient pas d'abord des territoires où sont relégués les populations précaires ou étrangères, mais des territoires excluant on ne sait quelle diversité originelle, car bien sûr les modes de vie en présence seraient radicalement incompatibles. Les grands absents de cette présentation sont les gouvernants et le monde des affaires.

Alain Finkielkraut : « je ne rends personne responsable de l'altération de l'identité française, j'observe avec stupeur l'aversion montante dont cette identité fait l'objet ».

Alain Badiou oppose deux éléments : le premier concerne la réalité « *Quand vous dites qu'ils nous haïssent, ces gens-là... Ils haïssent qui, quoi ? Ils ne haïssent pas*

la France, c'est tout à fait faux (...). Au fond, ils sont patriotes parce que, Alain Finkielkraut, ils espèrent que l'actuel discours identitaire et hostile ne représente pas vraiment la France. Ils haïssent uniquement dans la France ce qu'ils perçoivent comme des protocoles de stigmatisation » ; le second est de mettre en question la hiérarchie des importances d'Alain Finkielkraut : celui-ci monte en épingle des faits divers pour faire passer une ligne politique globale, réactionnaire, mais n'accorde aucune importance aux enjeux d'égalité sociale.

Là encore, Alain Finkielkraut est mis sur la défensive : l'oligarchie féroce mise en cause par Alain Badiou, explique-t-il, « *pratique quand même l'impôt progressif sur le revenu et qui oblige les plus riches à donner cinquante pour cent de ce qu'ils gagnent* ». Réplique : « *Rappelez un peu l'histoire de cet impôt... et les batailles populaires insensées qui l'ont imposé ! Les gens qui se sont battus pour l'imposer se sont battus contre des ennemis* ».

Conservation et mélancolie

Une autre partie de l'échange concerne la vision du monde actuel et celle du champ des possibles. Badiou explique : « *L'émancipation, son noyau fondamental, suppose l'égalité et donc la lutte contre l'emprise sociale totale de la propriété privée* », ce qui est insupportable à Alain Finkielkraut. Pour ce dernier, « *Le monde de Badiou, c'est deux camps, deux blocs, deux forces. Et puis 'un', une fois la victoire obtenue. Jamais il n'y a place pour la pluralité, dans cette vision prétendument progressiste du monde* ». Et de revendiquer ce qu'il nomme lui-même une forme de mélancolie.

Finkielkraut plaide constamment en faveur de la conservation de l'ordre des choses : « *On est en train de priver, à leur demande, les nouveaux venus sur la Terre d'un droit fondamental : le droit à la continuité. J'observe cette mutation, j'interviens pour la combattre, mais je n'ai pas le moindre espoir de gagner la bataille* ». N'est-il pas touchant de lire qu'un partisan du maintien du monde tel qu'il est se sente si « mélancolique », si dépassé par le mouvement de la société ? Peut-on s'autoriser à écrire que la mélancolie est utilisée ici comme une excuse (plus ou moins) romantique, pour laquelle Badiou a d'ailleurs une curieuse compassion ? ●●●

●●● Mélancolique souvent, la position de Finkielkraut est aussi parfois pathétique : il s'émeut par exemple qu'un représentant d'AC le feu, « *organisation créée après les émeutes de 2005, a déclaré : 'Je ne suis pas un Français issu de l'immigration, je suis un Français faisant partie de la diversité française'. Ce qui veut dire que la France en lui, c'est lui. Il présente des revendications, il a des créances à faire valoir, mais aucune dette à acquitter ou, tout simplement, à reconnaître* ». Nouvelle contradiction : n'est-il pas positif aux yeux d'un « bon citoyen » qu'un individu ayant des origines étrangères soit lui-même un « bon citoyen » revendiquant sa citoyenneté ? Et Badiou a beau jeu de ramener une nouvelle fois le concret : « *Vous, vous dites 'pas d'auberge espagnole'. Mais il faut voir ce que ça veut dire concrètement, pour les gens qui vont venir. Ça veut dire camps de rétention, persécutions policières, filtrage constant des gens (...). Mais tout est divers, tout est composé depuis toujours de diversités absolument extravagantes. La France elle-même, sous Louis XIV, n'était même pas unifiée linguistiquement. Donc c'est une pure foutaise que cette opposition entre unité et diversité de la France* ».

Le ton de l'échange tourne au vinaigre sur les conséquences de la situation actuelle. Alain Finkielkraut : « *je ne rends personne responsable de l'altération de l'identité française, j'observe avec stupeur l'aversion montante dont cette identité fait l'objet* ». Alain Badiou : « *Vous êtes en train de construire idéologiquement contre les musulmans comme ont été construits les Juifs dans les années 1930. (...) On ne peut pas introduire en politique des désignations identitaires de ce type sans que cela ait des conséquences gravissimes* ». Et il évoque le discours de l'extrême droite.

Il faut que ce type d'échange ait lieu pour que l'on saisisse le degré de méconnaissance des quartiers populaires, à moins qu'il ne s'agisse tout simplement d'une vision de classe : « *Sauf à occulter purement et simplement la gratuité de l'instruction, la quasi-gratuité des soins, les allocations familiales, les loyers HLM, le développement des services sociaux, la réhabilitation architecturale de certains quartiers de banlieue, on ne peut pas dire que la France de Diam's est abandonnée par les pouvoirs publics* ».

Finkielkraut feint d'ignorer que les filets sociaux - obtenus par des batailles syndicales et politiques, et de plus en plus menacés - existent d'abord pour atténuer les effets de l'exploitation, qu'ils ne garantissent en rien l'égalité et sont bien loin de correspondre au cahier des charges d'une politique d'émancipation. L'école gratuite ? Mais l'école reproduit les inégalités. La gratuité des soins ? Mais les pauvres accèdent plus tardivement aux soins et se soignent moins bien que les riches, n'ont pas de mutuelle... Les loyers HLM ? Trop élevés pour beaucoup. Et ainsi de suite...

Alain Badiou :
« Vous êtes en train de construire idéologiquement contre les musulmans comme ont été construits les Juifs dans les années 1930. (...) On ne peut pas introduire en politique des désignations identitaires de ce type sans que cela ait des conséquences gravissimes ».

Israël - Palestine : séparation ou Etat binational ?

La deuxième partie du livre est consacrée au judaïsme, à Israël et à l'universalisme. Alain Finkielkraut évoque ainsi la création d'Israël après le génocide nazi : « *il fallait Israël, il fallait un Etat juif pour qu'une telle situation ne pût en aucune façon se reproduire* ». Badiou met en valeur, lui, que l'identité du peuple juif est celle d'« *un peuple non étatique, diasporique, transversal et par là même, dans sa particularité fondamentale, voué, convoqué, à l'universalité* ».

L'un s'en tient à souligner la légitimité de la création de l'Etat d'Israël, et refuse de condamner les politiques criminelles de cet Etat autant qu'il dénonce les

crimes commis par les extrémistes de l'autre camp. L'autre, tout en prenant acte de la création d'Israël, exprime surtout une position beaucoup plus large : « *Je maintiens absolument qu'une politique d'émancipation, c'est-à-dire une politique liée d'une manière ou d'une autre à une représentation universelle du destin de l'humanité, ne peut s'enfermer irrévérablement dans la segmentation, la concurrence, les rivalités et les inégalités monstrueuses que dessine aujourd'hui le cadre national* ». Du coup, pour sortir du conflit israélo-palestinien, leurs solutions sont opposées. Pour Finkielkraut, la solution au conflit israélo palestinien est la séparation - « *cette séparation est la seule condition et d'une vie démocratique réelle et d'une réconciliation future éventuelle* » -, tandis que Badiou plaide pour un Etat binational, contre la séparation identitaire des deux Etats voisins.

Autre point de litige, où cependant Alain Finkielkraut finit par acquiescer. Badiou critique bien sûr la guerre des civilisations, entre Occident et Islam. « *Vous pensez sincèrement que l'islamisme radical est une menace mondiale ?* » « *Oui, je le pense* ». « *Vous pensez que les groupes islamistes sont commensurables aux grands Etats contemporains, à la Chine, aux Etats-Unis ? Qu'est-ce que c'est que cette plaisanterie ? Ce sont des groupuscules fascistes, rien d'autre.* » Notons cependant qu'Alain Badiou estime que ces « *groupes posent aux Etats, et aussi aux tentatives de politique émancipatrice, un vrai problème. (...) Mais vous voyez bien que ce n'est pas de ça dont nous discutons. Nous discutons du fait que l'antiprogressisme considère cette menace comme le problème majeur* ». Finkielkraut cède sur ce point en indiquant qu'il est d'accord.

La troisième partie de l'échange est consacrée à mai 68, à propos duquel Alain Finkielkraut dénonce « *l'extension du domaine de la lutte à la sexualité, à la culture, et à l'école* ». Tout de même, on se demande s'il a lu Michel Foucault, ou s'il considère que l'ensemble des processus socio-historiques analysés par lui ne sont que des fadaises. Finkielkraut veut en venir là : « *Nous avons alors confondu dans un même opprobre la domination et l'autorité ou, selon l'expression de Levinas, le maître qui conquiert et le maître qui enseigne (...). l'exigence* ●●●

●●● *d'égalité est une noble aspiration dans sa sphère propre, la justice sociale », mais « elle est néfaste dans l'ordre de l'esprit ». Et de faire ce constat étonnant : « La pense anti-institutionnelle triomphe dans l'institution » : étonnant quand on voit combien prolifère actuellement les institutions en charge d'établir moult formes de contrôle social et de normalisation des individus.*

Badiou dénonce dans la position de l'autre Alain une conception élitaire, et même aristocratique : « *Vous ne faites une exception totalement démocratique que pour la politique* ». Et de déconstruire : « *Vous faites comme si l'essence de la possibilité égalitaire était la démocratie politique (...) Vous dites 'justice sociale', mais en réalité la première conséquence spontanée de la démocratie contemporaine, ce sont des inégalités monstrueuses, pas du tout des égalités. Eh oui, je le regrette ! Donc ce n'est pas vrai qu'il y a complicité entre la démocratie et l'égalité. (...) Ce que je tire de Mai 68, moi, c'est une inspiration politique qui tenterait d'être égalitaire dans un cadre qui ne serait pas celui de la démocratie représentative* ». Et il interroge : « *Comment se fait-il que ce soit précisément dans les pays modernes, démocratisés, et tous en effet soumis au régime représentatif, que se développe de façon totalement irrésistible la toute-puissance de la production marchande et de la fascination totale qu'elle exerce sur les esprits ? Il semble bien qu'il y ait un lien interne entre le capitalisme déployé et la démocratie représentative* ».

On nuancera cependant, au bénéfice d'une position moins schématique.

Alain Finkielkraut :
« Il faudrait être aveugle ou insensible pour ne pas voir que le capitalisme, particulièrement dans sa version contemporaine creuse les inégalités et provoque de véritables désastres humains ».

Les inégalités monstrueuses sont-elles une « conséquence » de la démocratie contemporaine ? Dans la démocratie contemporaine, les luttes sociales et politiques n'ont-elles pas permis des avancées que l'on peut qualifier, pour certaines, de « communistes » (telle la sécurité sociale) ? Doit-on d'ailleurs parler de « toute-puissance » de la production marchande et de « fascination totale » pour elle, alors que dans le système tel qu'il est des domaines importants échappent à cette toute-puissance tandis que des valeurs de solidarité restent fortes ? Reste, et c'est là l'essentiel du propos de Badiou, que la démocratie actuelle et les inégalités font système. Cela ne doit-il pas conduire les partisans de l'émancipation à concevoir la convergence fondamentale à construire entre le combat pour l'égalité et la révolution démocratique ?

Finkielkraut anticapitaliste ?

Finkielkraut se raccroche à son point de vue initial : « *ce n'est pas la démocratie représentative qui est ici en cause, c'est, bien plutôt, la haine de la représentation et ce qu'il faut bien appeler le nihilisme égalitaire : tout est échangeable, tout est substituable car au fond, tout est égal et tout se vaut* ». Mais Badiou répond que c'est le capitalisme qui « *porte la dissolution de toutes les formes traditionnelles de l'autorité* » : « *Qu'est-ce qu'il pourrait faire d'un sujet qui aime la beauté, l'amour, la politique révolutionnaire, les mathématiques pures, ou même d'un sujet, comme vous et moi, qui aime son pays ?* ».

Cependant, écrit Alain Finkielkraut, « *Le capitalisme porte en lui la menace d'une dissolution ou d'un rapetissement du monde, comme l'avait bien vu, dès l'origine, Adam Smith* ». Et plus loin : « *Il faudrait être aveugle ou insensible pour ne pas voir que le capitalisme, particulièrement dans sa version contemporaine – financière, actionnaire, postentrepreneuriale – creuse les inégalités et provoque de véritables désastres humains* ». Sauf que dans son oscillation constante entre position critique et plaidoyer pour le capitalisme, il revient finalement à l'idée qu'une société organisée « *de telle sorte qu'il n'y ait plus de place pour l'initiative privée* » serait invivable. Badiou : « *vous assumez les axiomes fondamentaux de nos sociétés, tout en vous plaignant*

La démocratie actuelle et les inégalités font système. Cela ne doit-il pas conduire les partisans de l'émancipation à concevoir la convergence fondamentale à construire entre égalité et révolution démocratique ?

amèrement des conséquences de ces axiomes ».

Finkielkraut fait porter à la lutte pour l'égalité la crise culturelle actuelle, qu'Alain Badiou, lui, fait porter au triomphe du capitalisme. Mais après des décennies de victoires des libéraux et de défaites des forces de l'émancipation - pas d'avancées émancipatrices dignes de ce nom depuis... longtemps -, comment la lutte pour l'égalité pourrait-elle être légitimement tenue pour responsable des maux d'aujourd'hui, tandis que les gouvernements et les dirigeants seraient exonérés ?

Soupçon de totalitarisme ou diabolisation ?

Les deux Alain en viennent à échanger, sans longs développements, sur le communisme. L'un, Badiou, estime que « *L'idée me semble irrémédiablement compromise par toutes les formes du communisme réel. La réalité communiste qu'on a pu connaître, et qui n'a pas encore complètement disparu, trahit le communisme – non au sens où elle le dénature mais au sens où elle le dévoile. Et pour dire les choses d'emblée, c'est quand tout est politique que tout est voué à devenir policier* ». Et il analyse à partir d'une anecdote lue dans un roman dont l'action se déroule en Russie soviétique : « *La mise en place d'un pouvoir panoptique, permanent, exhaustif, omniprésent, qui surveille toutes les existences et le tout de chaque existence, n'est pas le reniement mais le produit de cet enthousiasme inaugural* ». Pouvoir panoptique ? Voilà que notre conservateur en chef utilise un terme foucauldien, ●●●

●●● ce qui somme toute à de quoi nous faire plaisir ; mais il oublie de souligner à quel point le terme va aussi à merveille à la société dans laquelle nous vivons, nous, ici et aujourd'hui. Deux poids, deux mesures.

Finkielkraut reprend la corde déjà bien utilisée : « la décision ontologique fondamentale des Temps modernes consiste à bâtir et à défendre un monde où rien n'est tout. Le communisme remet en cause cette décision et porte donc en lui la catastrophe totalitaire comme la nuée porte l'orage ». Diable !

Badiou conteste évidemment ces thèses, au plan théorique mais aussi sur le registre du parti-pris du philosophe : « Le communisme, c'est en quelque sorte le nom, le commencement, d'une autre époque historique de l'existence de l'humanité. Donc, faire comparaître ça, l'idée que va s'ouvrir une autre séquence générique de l'humanité, en vue de sa liquidation définitive, au tribunal de 70 ans de dictature en Russie est une aberration. On pourrait faire exactement le même procès

à la 'démocratie' ou à n'importe laquelle des grandes catégories historico-politiques. (...) Nous devons revenir, s'agissant du mot 'communisme', à son sens véritable, son sens générique, à savoir l'hypothèse qu'il n'est pas nécessaire que les sociétés humaines soient régies par le principe de l'intérêt privé ». Et de réfuter les propos de Finkielkraut : « Il n'y a absolument aucune raison que le communisme soit le règne de la totalité. Il est bien plus probable qu'il soit le règne de la multiplicité. »

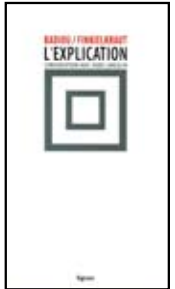
Dernière tentative : Badiou assassin !

Après qu'Alain Finkielkraut se soit (encore une fois) effrayé de l'hypothèse que la préhistoire de la société humaine pourrait s'achever (elle lui fait « froid dans le dos » car elle « invite à la destruction du vieux monde et de ses représentants »), Badiou rétorque qu'il « n'y a aucune espèce de raison de concevoir une opposition binaire entre histoire et préhistoire » : « On appellera 'communisme' un proces-

sus, avec des étapes lentement différenciées ». Finkielkraut persévère, accusant Badiou de vouer au néant non seulement le passé mais aussi les hommes qui l'incarnent. Badiou rebondit : « Pourquoi voulez-vous qu'un passé soit destitué par son avenir ? » Et il appelle à « faire émerger et incorporer les conséquences, dans le monde tel qu'il est, par des actions politiques singulières, de cette figure principale, philosophique, de l'émancipation ».

● GILLES ALFONSI

L'explication (conversation avec Aude Lancelin), Alain Badiou, Alain Finkielkraut, Lignes, mai 2010.



Cerises est édité par les Communistes unitaires

contact.cerises@gmail.com

Noyau: Gilles Alfonsi

Queues de Cerises: Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Arnaud Viviant.

DÉLICIEUX !

Outre la présentation ci-dessous de l'ouvrage, on peut lire le chapitre de conclusion de l'ouvrage sur la liste www communistesunitaires.net dans la rubrique *ce que nous entendons par communisme*, synthèse en quelque sorte de la démarche de l'auteur et des « pistes pour une refondation » qu'il propose. On trouvera également dans la rubrique *Rencontres/ A lire* « quelques phrases-clefs » complémentaires. Michèle Kiintz



ALTERNATIVE AU CAPITALISME

Louis Mazuy
Syllepse
Collection «Utopie Critique»
Mazuy Louis
220 pages
ISBN : 978-2-84950-265-5

S'appuyant sur le constat du gaspillage des ressources et des savoir-faire par le capitalisme, le livre affirme l'urgence de sortir et le caractère incontournable d'une transformation effective des rapports sociaux, pour une réelle alternative politique émancipatrice : transformation des modes de production et d'échanges, des formes juridiques et institutionnelles de leur représentation, des références idéologiques et culturels. Constatant que l'absence d'une alternative

politique cohérente à gauche pèse sur l'efficacité des mouvements sociaux à imposer de réelles conquêtes, il cherche à déboucher les freins à une telle élaboration. Il propose de reformuler une approche du dépassement du droit bourgeois de propriété des entreprises, en redéfinissant la légitimité des pouvoirs par leur démocratisation, elle-même étendue comme moteur à l'ensemble de l'économie et de la société. En second lieu, il revisite les notions de valeur d'usage et de valeur d'échange pour se dégager de l'i passe de l'économie administrée.

Enfin il propose d'aborder l'enjeu de la mondialisation au travers du renouvellement de la question du devenir des nations et des fonctions des États. Sans avoir la prétention d'être exhaustif ou d'opter pour des choix indiscutables, l'auteur veut avec ce livre que s'ouvrent

un dialogue pluriel et une confrontation des idées et des pratiques qui permettent d'approfondir les différents points de vue et analyses permettant l'élaboration d'un projet d'alternative au capitalisme.



Faites passer les Cerises !
Invitez vos collègues, vos amis
et toute la famille à recevoir
Cerises en écrivant aux grottes.
contact.cerises@gmail.com

Retraites : Meeting unitaire à Marseille.

Lundi 7 juin, à 19 h, aux Docks des Suds (12 rue Urbain V - 2è arr.) se tiendra un grand meeting unitaire sur les retraites, avec Olivier Besancenot (NPA), Magali Braconnot (FASE), Marie Georges Buffet (PCF), Mireille Chessa (CGT), Eric Coquerel (PG), Jean Marie Harribey (ATTAC), Pierre Khalfa (Solidaires), Marie Noëlle Lieneman (Gauche Avenir), Alain Lipietz (Les Verts), Jean François Longo (FSU), Horya Mekrelouf (Collectif 13 Droits des femmes), Willy Pelletier (Fondation Copernic), Christian Piquet (GU), P. Pieroni (CFDT), J.B. Prévost (UNEF), G. Prou-Gaillard (UNSA)...

Violation de domicile ? La Direction nationale de la CFDT poursuit deux membres de la Compagnie Jolie Môme. Ils avaient participé en 2005 à une action au siège national du syndicat pour rencontrer la direction qui avait précédemment signé des accords contre les intermittents du spectacle, les chômeurs et les retraités... La direction nationale de la CFDT porta plainte pour « violation de domicile ». En première instance, en 2007, la Justice avait condamné les envahisseurs à 2 000 euros d'amende avec sursis et 1 euro symbolique pour la CFDT. Le jugement en appel a lieu ce 4 juin 2010 à 13h à la Cour d'appel du Palais de Justice de Paris (métro Cité).

Pour en savoir plus : <http://www.cie-joliemome.org/spip.php?rubrique60>

Nanterre n'est pas à vendre.

Après l'annonce de la décision du Conseil d'Etat de retrait du décret concernant l'extension sur le territoire de Nanterre (92) du quartier d'affaires de La Défense, Patrick Jarry, maire de la ville, se réjouit : « La volonté d'imposer à toute une ville un modèle d'aménagement exclusivement financier, au mépris des besoins économiques, des urgences sociales et des exigences écologiques, a été mise en échec ».

Un autre décret, concernant la fusion des deux établissements publics d'aménagement Seine Arche et EPAD est maintenu, ce qui

le conduit à souligner que « le combat continue », mettant en garde contre « une rupture de l'équilibre auquel nous étions parvenus depuis dix ans ». Et Patrick Jarry de souligner : « L'avenir de Nanterre et de l'Ouest parisien ne doivent plus être pensés à partir de logiques financières du quartier d'affaires. (...) Il faut combattre les inégalités et déséquilibres au sein de la métropole francilienne. »

Parti - mouvement. Lors de leur coordination des 29 et 30 mai, les Alternatifs ont défini leurs orientations : « (...) trois démarches doivent se compléter : la construction d'un front politico-social : une très large alliance de toute la gauche sociale et politique comme lors de la bataille contre le CPE, perspective que nous défendons pour les retraites ; une alliance de la gauche antilibérale et anticapitaliste, regroupant Front de Gauche, NPA, gauche alternative, écologistes radicaux... ; un projet et une nouvelle force politique de gauche alternative, sous la forme d'un parti-mouvement pour la transformation sociale et écologique. » Concernant la FASE, ils soulignent le besoin d'une attention constante « à un fonctionnement permettant la participation entière de militant-e-s associatifs syndicaux, sur un réel pied d'égalité avec les militant-e-s de partis politiques. (...) La place des courants et organisations participant au processus doit être assurée, par la présence (en nombre limité) de représentante-s de ces forces dans les instances de la FASE, mais dans des conditions ne remettant pas en cause le principe une personne/une voix et la souveraineté des collectifs de base ». Evoquant le risque que le processus de la FASE « se trouve neutralisé et polarisé par des démarches concurrentes, notamment émanant d'Europe Ecologie et des forces du Front de Gauche », les Alternatifs proposent que soient organisées d'ici la fin de l'année 2010 des Assises pour une gauche alternative féministe et écologiste, « pour aller vers un nouveau parti-mouvement de la gauche alternative, distinct des forces du Front de Gauche et du NPA et contribuant à l'unité de toute la gauche de gauche ».

Front de gauche. La réunion entre les trois composantes du Front de gauche est enfin programmée : elle devrait se tenir le 9 juin.

Germe. Jean Combasteil, ancien maire PCF de Tulle (19), qualifie le prochain congrès du PCF de « congrès pour rien, un « congrès croupion » » : « Quand on perd la moitié de ses élus, on ne peut pas dire que l'on a gagné. Mais quand on construit, comme en Limousin, un ensemble politique aboutissant d'une part à une élection claire et identificatrice et à une force globalement maintenue et, d'autre part, à l'amorçage d'un combat groupé contre le néo-libéralisme, ne peut-on pas dire que l'on a gagné ? Quel est le mode de mesure du succès ou de l'échec, le nombre d'élus indépendamment du processus électoral choisi ou bien l'état de la force politique résultant de l'élection ? Pour ma part je fais le choix du deuxième critère. Pourquoi ne pas tirer parti de cette expérience limousine et tenter de la généraliser (...). Nous avons bien besoin d'une force nouvelle », ce « qui exige bien plus qu'une modification marginale du parti ». Il se prononce pour aller concrètement vers la constitution d'un « ensemble politique nouveau débarrassé des formes et pratiques héritées du passé des partis communistes », évoquant le Front de gauche comme un « germe de cette force nouvelle », tout en critiquant la « guéguerre » PCF- Parti de gauche au sujet du futur candidat à l'élection présidentielle. « L'organisation en cartel est-elle encore souhaitable et suffisante ? Je ne le crois pas car des femmes et des hommes recherchent un lieu de rencontre, de réflexion et d'action plus intégré et surtout échappant à l'image que donnent d'eux-mêmes les partis existants à commencer par le nôtre. (...) On me reprochera de promouvoir la fin du PCF, sans doute, mais qu'est-ce qui compte, le « parti-église » ou la capacité de faire revivre des espérances anciennes avec des aspirations nouvelles ? »

Hirondelle. Lors de l'élection cantonale partielle de Limoges-Panazol, à la suite du décès du sortant socialiste, le candidat du Front de gauche / NPA, soutenu par l'ADS, la FASE et les Alternatifs, le communiste Francis Boluda, maire adjoint de Panazol, obtient 20,25 % des suffrages. Il progresse de 15 % par rapport à 2004 et de 369 voix alors que l'abstention gagne 42,90 %. Le secrétaire de section du PS est cependant arrivé en tête (45,09 %, soit - 17 %) d'un scrutin fortement dominé par l'abstention (71,47 %).